

L'Algérie se dirige vers l'importation massive de la pomme de terre

L'option de recourir à l'importation pour alimenter le marché national en pomme terre se précise. Les instructions données dimanche 31 octobre, par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune au gouvernement pour faciliter l'importation afin de réguler le marché national confirme ce choix.

Confronté à la baisse de la production et à la dérégulation du marché national des fruits et légumes, le gouvernement est dans l'obligation de chercher une solution en dehors des frontières.

Disparue du marché national depuis la fin des années 90, la pomme de terre étrangère sera du retour dans quelques semaines.

Le communiqué du gouvernement n'a pas précisé, en revanche, qui se chargera des opérations d'importation le secteur public ou privé.

Les prix de ce produit ont atteint cette semaine, des recors. Il a été cédé en détail entre 110 et 140 DA le Kg. Un niveau jamais atteint dans le passé.

Selon des observateurs et des agroéconomistes, la baisse de la production en produits agricoles va se poursuivre en 2022. La raison ? Les investissements dans l'agriculture connaissent depuis 2019, un recul remarquable. Une baisse qui s'est répercutée sur l'offre qui ne cesse de diminuer.

Le Hirak, le COVID-19 et le climat sur le banc des accusés

Trois évènements ont porté un coup dur à la production agricole. Le premier est sans doute le Hirak populaire qui a poussé l'ex-président de la République M. Abdelaziz Bouteflika à la démission. Les mois d'incertitude qui ont suivi la démission de Bouteflika ont semé le doute parmi les investisseurs. Une situation qui a engendré une baisse des investissements et de la production. La seconde raison est liée la pandémie du COVID-19. Les agriculteurs et les aviculteurs étaient contraints de vendre à perte leurs produits en 2020 en raison de la fermeture des restaurants, des universités et les écoles. Beaucoup de ces derniers ont fini par abandonner leur activité. Le troisième et dernier élément concerne les aléas climatiques, plus précisément la sécheresse qui dure depuis deux saisons. La baisse drastique des niveaux des barrages a provoqué l'arrêt l'irrigation dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Ouest du pays. A ces éléments s'ajoute la hausse des coûts de production.